

## CPTS LYON 6

Actif			Au 31/12/2023			
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL				
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels				
Immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
TOTAL		1 644	86	1 558		
TOTAL		1 644	86	1 558		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées	Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres				
		TOTAL				
Total I			1 644	86	1 558	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres				
	TOTAL					
Divers	Valeurs mobilières de placement	Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	164 184		164 184	
		Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>				
		TOTAL II	164 184		164 184	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			165 829	86	165 743	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

## CPTS LYON 6

Passif		Au 31/12/2023	
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	165 743	
	Situation nette (sous-total)	165 743	
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		165 743	
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV			
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		165 743	
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

## CPTS LYON 6

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	
Produits d'exploitation	Cotisations	5 000	
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	196 875	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		201 876	
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	26 121	
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	33	
	Salaires et traitements	8 147	
	Charges sociales	1 744	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	86	
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		36 133	
1. Résultat d'exploitation (I-II)		165 743	

## CPTS LYON 6

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)			
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		165 743	
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		201 876	
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		36 133	
EXCÉDENT OU DÉFICIT		165 743	
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

# Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023

ASS Communauté Professionnelle Territoriale De Sante

## Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	4
2.1	Actif immobilisé	4
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	7
2.2	Fonds associatifs	8
2.2.1	Le résultat de l'exercice	9
2.2.2	Subventions et fonds dédiés – détail du contrat ACI	9
2.2.3	Informations relatives à l'effectif	9

## 1 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 février 1999.

La comptabilité 2023 a été tenue selon le principe d'une comptabilité de trésorerie. Les dettes et les créances n'ont pas été prise en compte.

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanences des méthodes ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application du règlement ANC n° 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières du règlement non lucratif.

## **2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

### **2.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés



## 2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	-	1 645	-	-	1 645
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	-	1 645	-	-	1 645
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		-	1 645	-	-	1 645

## 2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	-	87	-	87
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	-	87	-	87
Total général		-	87	-	87

### 2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	-	87	-	-	-	87
<b>TOTAL</b>	-	87	-	-	87	87

## 2.2 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ».

L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. (Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

Information sur les montants des concours publics et les subventions qui lui ont été octroyés dans l'exercice :

- Subvention de 181 875€ au titre du contrat « ACI - Communautés Professionnelles Territoriales de Santé » reçue de la part de la C.P.A.M. ;
- Financement de 15 000€ octroyé par l'Agence Régionale de Santé pour permettre le démarrage du projet de santé de la CPTS et mettre en place les premières missions.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds Propres sans droit de reprise					
Fonds Propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice			165 743,00 €		165 743,00 €
<b>Situation nette</b>			<b>165 743,00 €</b>		<b>165 743,00 €</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>			<b>165 743,00 €</b>		<b>165 743,00 €</b>

### **2.2.1 Le résultat de l'exercice**

Il se compose de 165 743 € résultat définitivement acquis à l'organisme ;

### **2.2.2 Subventions et fonds dédiés – détail du contrat ACI**

Le contrat ACI a été signé en 2023. Par contrat, ces sommes ne sont pas fléchées dans leur utilisation. L'avance de 181 875 € est calculée de la manière suivante par l'Assurance Maladie :

- L'intégralité du budget de fonctionnement : 60 000 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « Amélioration de l'accès aux soins » : 52 500 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « organisation de parcours pluriprofessionnels autour du patient » : 26 250 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « Développement des actions territoriales de prévention » : 11 250 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « Réponse aux crises sanitaires graves » : 26 250 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « Accompagnement des professionnels de santé sur le territoire » : 5 625 €.

### **2.2.3 Informations relatives à l'effectif**

L'effectif salarié se compose d'un employé à compter du 02/10/2023.

# **La Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Lyon 6**

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

E x e r c i c e   c l o s   l e   3 1   d é c e m b r e   2 0 2 3

YOUXTA Audit  
Société de commissariat aux comptes  
Inscrite à la Compagnie Régionale de Lyon

SAS au capital de 20 000 €  
RCS LYON 392 958 047  
APE 6920 Z

Immeuble Open City  
5/7, avenue de Poumeyrol  
69300 Caluire et Cuire

LA COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE LYON 6  
Association régie par la loi de 1901  
Siège social : 134 Rue de Seze, 69006 Lyon  
R.C.S. Lyon 922 205 067

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

**YOUXTA AUDIT**  
Membre de la Compagnie  
régionale de Lyon

## **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

A l'assemblée générale de l'Association La Communauté Professionnelle Territoriale de Santé Lyon 6

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LA COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE LYON 6 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



**La Communauté  
Professionnelle Territoriale  
de Santé Lyon 6**

*Comptes annuels*

*Exercice clos*

*le 31 décembre 2023*

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres de l'Assemblée Générale.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de

**La Communauté  
Professionnelle Territoriale  
de Santé Lyon 6**

*Comptes annuels*

*Exercice clos*

*le 31 décembre 2023*

cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

*Fait à Caluire-et-Cuire, le 23 septembre 2024*

Le commissaire aux comptes

**YOUXTA AUDIT**

Membre de la Compagnie  
régionale de Lyon



GEOFFROY JOLY, ASSOCIE

## CPTS LYON 6

Actif			Au 31/12/2023			
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels				
Immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	1 644	86	1 558		
	Avances et acomptes					
TOTAL		1 644	86	1 558		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres				
TOTAL						
Total I			1 644	86	1 558	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	40 625		40 625	
	TOTAL		40 625		40 625	
	Divers	Divers	Valeurs mobilières de placement			
Instruments de trésorerie						
Disponibilités			164 184		164 184	
Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>			91		91	
Total II			204 901		204 901	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			206 546	86	206 459	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

## CPTS LYON 6

Passif		Au 31/12/2023	
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	30 156	
	Situation nette (sous-total)	30 156	
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		30 156	
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 892	
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	2 535	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	166 875	
Total IV		176 302	
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		206 459	
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

## CPTS LYON 6

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	
Produits d'exploitation	Cotisations	5 000	
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	70 625	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	1	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		75 626	
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	32 922	
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	50	
	Salaires et traitements	9 249	
	Charges sociales	3 160	
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	86	
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		45 469	
1. Résultat d'exploitation (I-II)		30 156	

## CPTS LYON 6

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)			
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		30 156	
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		75 626	
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		45 469	
EXCÉDENT OU DÉFICIT		30 156	
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

# Annexe





# Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2023

ASS Communauté Professionnelle Territoriale De Sante

## Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	3
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	4
2.1	Actif immobilisé	4
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	7
2.2	Fonds associatifs	8
2.2.1	Le résultat de l'exercice	9
2.2.2	Subventions et fonds dédiés – détail du contrat ACI	9
2.2.3	Informations relatives à l'effectif	9

## **1 Principes et méthodes comptables**

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n°2014-03, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 février 1999.

La comptabilité 2023 a été tenue selon le principe d'une comptabilité d'engagement. Les dettes et les créances ont été prises en compte.

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation ;
- Permanences des méthodes ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application du règlement ANC n° 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières du règlement non lucratif.

## **2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

### **2.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

## 2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	-	1 645	-	-	1 645
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	-	1 645	-	-	1 645
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		-	1 645	-	-	1 645

## 2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	-	87	-	87
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	-	87	-	87
Total général		-	87	-	87

### 2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	-	87	-	-	-	87
<b>TOTAL</b>	-	87	-	-	87	87

## 2.2 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ».

L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. (Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

Information sur les montants des concours publics et les subventions qui lui ont été octroyés dans l'exercice :

- Subvention de 181 875€ au titre du contrat « ACI - Communautés Professionnelles Territoriales de Santé » reçue de la part de la C.P.A.M.  
Il reste, au titre de la première année 40 625 € de subvention à recevoir sur le volet fixe du contrat ACI, ainsi que la totalité du montant de la partie variable qui sera connu en N+1.  
Au cours de l'exercice, nous avons rattaché 55 625 € de cette subvention pour respecter la périodicité du contrat ACI. En effet, les 222 500 € de subvention (volet fixe) concerne la période du 01/10/2023 au 30/09/2024. Aucune provision n'a été faite concernant la partie variable à recevoir car cette dernière n'était pas certaine au 31/12/2023. ;
- Financement de 15 000 € octroyé par l'Agence Régionale de Santé pour permettre le démarrage du projet de santé de la CPTS et mettre en place les premières missions.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds Propres sans droit de reprise					
Fonds Propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice			30 156,97 €		30 156,97 €
<b>Situation nette</b>			<b>30 156,97 €</b>		<b>30 156,97 €</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>			<b>30 156,97 €</b>		<b>30 156,97 €</b>



### **2.2.1 Le résultat de l'exercice**

Il se compose de 30 156.97 € résultat définitivement acquis à l'organisme ;

### **2.2.2 Subventions et fonds dédiés – détail du contrat ACI**

Le contrat ACI a été signé en 2023. Par contrat, ces sommes ne sont pas fléchées dans leur utilisation. L'avance de 181 875 € est calculée de la manière suivante par l'Assurance Maladie :

- L'intégralité du budget de fonctionnement : 60 000 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « Amélioration de l'accès aux soins » : 52 500 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « organisation de parcours pluriprofessionnels autour du patient » : 26 250 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « Développement des actions territoriales de prévention » : 11 250 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « Réponse aux crises sanitaires graves » : 26 250 € ;
- 75 % du volet fixe de la mission « Accompagnement des professionnels de santé sur le territoire » : 5 625 €.

### **2.2.3 Informations relatives à l'effectif**

L'effectif salarié se compose d'un employé à compter du 02/10/2023.